



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale

17 avril 2001

Français

Original: anglais

Bureau de l'Assemblée générale

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 9 avril 2001, à 9 h 30

Président : M. Pamir (Vice-Président de l'Assemblée générale) (Turquie)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (*suite*)

 Demande d'inscription d'une question additionnelle à l'ordre du jour présentée par le Togo

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

01-32567 (F)



En l'absence du Président, M. Pamir (Turquie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 9 h 35.

Adoption de l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (suite)

Demande d'inscription d'une question additionnelle à l'ordre du jour présentée par le Togo (A/55/240 et Add.1)

1. **Le Président** invite le Bureau à examiner une demande présentée par le Togo pour l'inscription d'une question additionnelle intitulée « Décennie pour faire reculer le paludisme en Afrique ». Le représentant du Togo a demandé à s'adresser au Bureau conformément à l'article 43 du Règlement intérieur.

2. *Sur l'invitation du Président, M. Menan (Togo) prend place à la table du Bureau.*

3. **M. Menan** (Togo), prenant la parole au nom du Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, dit que la demande d'inscription d'une question additionnelle est motivée par le fait que le paludisme, une des principales causes de mortalité en Afrique et donc un obstacle de taille au développement, pourrait être endigué si la communauté internationale prenait des mesures déterminées pour soutenir les efforts des pays d'Afrique. Contrairement à des pandémies comme celle du VIH/sida, le paludisme peut être prévenu, traité et guéri. Toutefois, du fait des difficultés financières que connaissent les pays d'Afrique et de l'extrême pauvreté de leurs populations, il continue de tuer 1 million de personnes chaque année sur ce continent. En outre, alors que 12 milliards de dollars sont consacrés annuellement à la lutte contre le paludisme en Afrique, une infime partie de ce montant suffirait si les Africains jouissaient de conditions de vie normales.

4. C'est pour toutes ces raisons qu'à la Conférence extraordinaire qu'ils ont tenue à Abuja les 24 et 25 avril 2000, les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont adopté une Déclaration et un Plan d'action sur l'initiative « Faire reculer le paludisme en Afrique » visant à réduire de moitié, d'ici à 2010, la mortalité due au paludisme en Afrique, grâce à des stratégies et des mesures adoptées aux niveaux national, sous-régional et régional. Réunie

à Lomé du 10 au 12 juillet 2000, l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA a adopté une décision dans laquelle elle a entériné la Déclaration et le Plan d'action et demandé à l'Organisation des Nations Unies de déclarer les années 2001-2010 « Décennie pour faire reculer le paludisme en Afrique ».

5. Le représentant du Togo demande donc, au nom des États membres de l'OUA, que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la session en cours, ce qui aiderait à mobiliser l'assistance et l'appui de la communauté internationale et à l'amener à faire preuve de solidarité, conformément à l'engagement qu'elle a pris dans la Déclaration du Millénaire de répondre aux besoins particuliers de l'Afrique.

6. Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale d'inscrire le point intitulé « Décennie pour faire reculer le paludisme en Afrique » à l'ordre du jour de la session en cours et de l'examiner directement en séance plénière.

La séance est levée à 9 h 40.